

Les services publics, notre bien commun !

Il est des évidences qu'il faut sans cesse réaffirmer. Chaque jour, souvent sans même y penser, nous comptons sur l'école de la République, l'hôpital public, les transports, la justice, les collectivités territoriales, les services sociaux, la culture ou encore les services de secours. Derrière chacun de ces services essentiels, il y a des femmes et des hommes qui font vivre, au quotidien, l'intérêt général.

Les services publics ne sont pas une dépense à réduire : ils sont un investissement pour notre avenir collectif. À l'heure où les fractures sociales, territoriales et environnementales s'accroissent, ils demeurent notre premier rempart contre les inégalités. Ils garantissent à chacune et chacun l'accès aux droits fondamentaux, quels que soient son lieu de vie, ses revenus ou son parcours.

Lorsque les services publics s'affaiblissent, c'est le pacte républicain qui se fragilise. Une école qui manque de moyens, des délais d'accès aux soins qui s'allongent, des guichets qui ferment, des services qui s'éloignent des citoyens : autant de renoncements qui nourrissent la défiance démocratique et affaiblissent le lien social.

Car le service public n'est pas une simple organisation administrative ; il est l'expression concrète de notre choix de vivre ensemble.

Il repose sur des principes exigeants : l'égalité, la continuité, l'adaptabilité et la solidarité. Il place l'humain avant la rentabilité immédiate et privilégie le temps long de l'intérêt général aux logiques comptables de court terme.

Pourtant, depuis plusieurs décennies, les politiques d'austérité, les réformes managériales et la recherche permanente d'économies mettent à rude épreuve celles et ceux qui assurent ces missions essentielles.

Les agents et les agents publics ne réclament pas des privilèges. Ils demandent les moyens d'accomplir pleinement leurs missions. Leur expertise, construite au contact du terrain et des usagers, est une richesse pour notre société. Les écouter, reconnaître leur engagement, améliorer leurs conditions de travail et leur redonner des marges d'initiative sont des conditions indispensables pour garantir un service public de qualité.

Valoriser les services publics, c'est aussi faire le choix de la transition écologique, de la cohésion des territoires, de la justice sociale et de la vitalité démocratique. Nous avons besoin de services publics plus proches, plus accessibles, mieux financés et construits avec celles et ceux qui les font vivre comme avec celles et ceux qui en bénéficient.

Défendre les services publics, ce n'est pas regarder le passé avec nostalgie. C'est préparer l'avenir avec ambition, parce qu'une société qui investit dans ses services publics est une société qui choisit la solidarité, l'égalité et l'émancipation.

Pour porter cette ambition avec force et détermination, votez et faites voter FSU.

La FSU, c'est quoi, c'est qui ?

À l'origine, la FSU est une fédération syndicale constituée de syndicats nationaux, de secteurs ou de métiers relevant du champ de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, de la Recherche, de la Culture et de la Justice.

Aujourd'hui, elle est présente dans la Fonction Publique d'État, comme au ministère du travail ou de l'agriculture ou de l'Éducation Nationale, et dans la Fonction Publique Territoriale.

Dans son action quotidienne, la FSU cherche à débattre et à travailler avec l'ensemble du mouvement syndical pour définir des convergences et des actions les plus unitaires possible, dans le but de construire des alternatives aux politiques libérales actuelles.

Ce sont 22 syndicats nationaux, 1 centre de formation et 1 institut de recherche.

Ce sont des élu.es et représentant.es de terrain, présent.es aux 4 coins de notre département.



22 syndicats engagés pour les agent-es des services publics

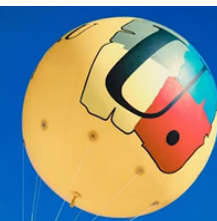


Pour aller plus loin

Retrouvez l'intervention d'Arnaud Bontemps, co-porte parole du collectif "Nos services publics"

<https://www.youtube.com/watch?v=VL7VK0aU3V8>

LES VIDÉOS DE LA FSU



La rentrée 2026 ou le bilan du Macronisme

En 10 ans, le cœur de l'école publique a été attaqué de plein fouet par des réformes et des choix politiques et budgétaires. Le projet de budget 2027 devrait encore se traduire par des milliers de suppressions de postes et des moyens insuffisants au regard des objectifs affichés pour le service public d'éducation. La part du PIB consacrée à l'École baisse depuis 20 ans (7,8 % au milieu des années 1990, 6,8 % aujourd'hui), et tandis que les moyens diminuent, les missions augmentent pour les personnels : inclusion scolaire, lutte contre les inégalités, prévention du décrochage, santé mentale, transition écologique, transformation de la voie professionnelle, nouvelles exigences de suivi des élèves... Or, les créations d'emplois ne suivent pas, et la crise du recrutement et le déclassement salarial s'accroissent. Préoccupante, également, la fragilisation des établissements publics placés sous la tutelle du ministère (le CNED, Réseau Canopé, l'ONISEP, le CEREQ...), qui participent pourtant pleinement aux missions du service public d'éducation.

La FSU défend une école capable d'accueillir tous les élèves, mais cela nécessite des moyens humains, des formations, des équipes pluridisciplinaires, des AESH reconnues, des effectifs adaptés, du temps de concertation.

Depuis plus de 20 ans, les politiques du néo-management public ont transformé le fonctionnement du système éducatif. Soumis à de nombreuses injonctions (indicateurs, nouvelles procédures), les personnels ont subi une intensification de leur travail, une dégradation des conditions d'exercice et une perte de sens du métier. Par ailleurs, les failles informatiques de cette rentrée 2026 faisant fuir des millions de données personnelles des usagers de l'Education Nationale ont mis en évidence une obsolescence de fonctionnement encore liée aux économies de moyens. Et la crise climatique quant à elle, avec les vagues de canicule à subir dans des établissements scolaires complètement inadaptés, a aussi révélé au grand jour les carences du pilotage en aveugle du système éducatif par nos gouvernants.

Faute d'investissements à la hauteur des besoins, les difficultés sont renvoyées vers les équipes, sommées de compenser par leur engagement les insuffisances des politiques publiques.

L'école souffre d'un manque chronique d'investissement. Les personnels n'ont pas besoin de nouvelles injonctions ; ils ont besoin de temps, de confiance, de stabilité et de moyens pour exercer pleinement leurs missions !

Établir un budget pour l'école, c'est faire un choix de société.

Pour la FSU, l'école doit constituer un investissement démocratique essentiel, seul à même de garantir la réussite des élèves, la qualité du service public d'éducation et des conditions de travail dignes pour l'ensemble des personnels.

Secteur universitaire : secteur austéritaire.

Des moyens pour l'Université, pas l'austérité !

Depuis des années, la FSU alerte sur la situation critique de l'enseignement supérieur et de la recherche : sous-financement structurel de l'Etat, fragilisation du service public, dégradation des conditions d'études et de travail. Nous en sommes arrivés à un constat dramatique où 100% des universités ont voté un budget initial en déficit cette année. Partout les mêmes constats se sont imposés : coupures drastiques des budgets de fonctionnement, gels de postes, recrutements à la baisse voire inexistantes, bâtiments délabrés, baisse de la capacité d'accueil des étudiant.es.

Plutôt que d'assurer un financement public à la hauteur des besoins, le ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Espace met en place une logique de transfert du coût de l'enseignement supérieur vers les usager.es.

Les hausses des droits d'inscription imposées aux étudiant.es étranger.es extra-communautaires constituent une remise en cause du principe d'égalité d'accès à l'enseignement supérieur, créent des discriminations fondées sur la nationalité et fragilisent l'attractivité internationale de nos universités. Elles excluent de nombreux jeunes de l'accès aux études supérieures en France et sont incompatibles avec les valeurs de solidarité, d'ouverture et de coopération que porte le service public. Ces étudiant.es sont par ailleurs privé-es d'APL depuis le 1er juillet 2026.

Et ce n'est que le début, puisque les Assises du financement des universités préconisent de porter les droits d'inscription à 900 euros en licence et 1300 euros en master pour les étudiant.es français.es et européen.nes, au nom de la soutenabilité financière des établissements. À cette possibilité s'ajoutent les préconisations visant à modifier les modalités de calcul des APL, qui pourraient entraîner leur suppression pure et simple pour 200 000 étudiant.es.

Pour la FSU, c'est inacceptable, les difficultés budgétaires des universités ne sauraient être résolues en faisant payer davantage les étudiant.es.

L'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche repose sur un investissement public ambitieux, garant de la réussite de toutes et tous.

La FSU refuse la marchandisation de l'enseignement supérieur et de la recherche et réaffirme qu'il appartient à l'État d'assurer le financement des universités, et non aux étudiant.es de compenser son désengagement, ni aux personnels au prix de conditions de travail toujours plus dégradées.

Parce que l'université est un bien commun et un levier essentiel de justice sociale, de développement des connaissances, la FSU continuera de porter les revendications de toutes celles et ceux qui la font vivre au quotidien.

Non à l'embrigadement de la jeunesse !

L'obligation d'un enseignement des principes de la défense nationale et européenne était déjà inscrite dans le Code de l'Éducation (2000). Mais, depuis près de trente ans, les liens entre école et armée n'ont cessé de se renforcer. Il existe de nombreuses initiatives, dispositifs, partenariats et formations où l'armée interfère avec les objectifs propres à l'Éducation nationale, voire dicte les siens.

Le contexte international a débridé les initiatives du gouvernement vers un embrigadement de la jeunesse.

Dans son guide « Acculturer les jeunes à la défense » (novembre 2025), le Ministère de l'Éducation nationale dresse le tableau d'un vaste déploiement de moyens au service d'une propagande en faveur d'une militarisation de la jeunesse : projets pédagogiques et information à l'orientation sont au service d'une politique de « réarmement ».

On ne doit qu'à des raisons budgétaires la courte histoire du Service National Universel (SNU) de 2017 à 2025. Le développement des Classes de Défense et de Sécurité Globale, valorisées au baccalauréat et pour Parcoursup, est quant à lui toujours d'actualité.

La FSU défend le service public d'Education et ses personnels qui s'attachent à former des citoyen·nes libres et éclairé·es. Oui à une culture de la paix ! Non à la militarisation de l'école !



Impératifs écologiques et de justice sociale : les services publics au cœur des enjeux

Alors que les conséquences de la crise climatique nous touchent de plein fouet : incendies, sécheresse, canicules, pollution... et continuent de creuser toujours plus les inégalités sociales, la nécessité d'une rupture écologique s'impose et devrait guider les politiques publiques. Or, l'été 2026 aura pourtant été celui de la promulgation de la loi d'urgence agricole qui ne répond pas aux enjeux d'adaptation au dérèglement climatique tout en confortant un modèle agricole délétère pour la santé humaine et les écosystèmes, celui aussi de la mise en service de l'écocide A69 ou encore celui de la coupe de 40 millions d'euros du plan d'urgence de rénovation du bâti scolaire en pleine canicule de rentrée !

Pour la FSU il y a urgence à repenser nos modes de production, de consommation, notre façon d'habiter et de penser nos territoires, nos lieux de travail pour tenir compte des impératifs écologiques et des nouveaux besoins essentiels que met en exergue la crise climatique : accès à une alimentation saine, accès et usages de l'eau, protection des populations face aux événements climatiques extrêmes...

Dans ce contexte, le rôle des services publics est central et nécessite un plan de développement massif et d'extension pour garantir la satisfaction des besoins essentiels de la population dans les territoires et particulièrement des plus vulnérables : adapter le bâti public face aux conditions extrêmes avec un fonds vert pérenne et renforcé ; mailler le territoire pour réduire les mobilités et désenclaver les territoires en favorisant la relocalisation de la production et des activités, renforcer l'action publique des agents de service public en charge de la prévention, du contrôle et de l'adaptation de nos systèmes agricoles et de la santé alimentaire ...

La FSU défend des services publics protecteurs, de qualité et de proximité, pour répondre aux besoins essentiels de la population, y compris face à l'urgence écologique. C'est notamment le sens de son engagement pour un *Manifeste pour une écologie protectrice dans le cadre de l'Alliance Écologique et Sociale*.

Justice : punir toujours plus, prévenir toujours moins ?

En matière de justice, le « tout carcéral » semble devenu l'horizon indépassable. Toujours plus de places de prison, toujours plus de sanctions, toujours plus vite. Au nom de la sécurité, la politique pénale s'enferme dans une logique du « tout carcéral », alors même que la surpopulation et les conditions de détention sont indignes. La prison ne peut être l'horizon de notre politique pénale.

L'accès aux soins, la probation, l'insertion, l'accompagnement et la préparation de la sortie doivent retrouver toute leur place., quant à l'accès au au logement, à la formation et à l'emploi. Elle nécessite du temps et des professionnel-les en nombre suffisant. C'est précisément ce que les politiques pénales successives fragilisent.

La FSU défend une autre conception de la justice : une justice qui ne se limite pas à punir, mais qui permet de responsabiliser, réparer et reconstruire. La FSU défend les personnels, avoir plus de professionnel-les, plus de temps pour accompagner, et des carrières valorisées.

Faire justice ne peut pas se résumer à punir : c'est aussi prévenir, responsabiliser, réparer et permettre de reconstruire. Cette fuite en avant est particulièrement préoccupante pour les mineur-es. Les projets portés ces dernières années, notamment la loi Attal, ont voulu aller encore plus loin : comparution immédiate, remise en cause de l'atténuation des peines liée à la minorité, extension de l'enfermement. Plusieurs dispositions ont heureusement été censurées par le Conseil constitutionnel. Les besoins sont ailleurs : des éducateur-rices, des psychologues, des assistant-es sociaux-ales, des places en foyers, de la prévention, de l'insertion, de la santé et de la protection de l'enfance. La Protection judiciaire de la jeunesse ne doit pas devenir une administration de gestion de la sanction. Elle doit pouvoir exercer pleinement ses missions : protéger, éduquer, prévenir la récidive et favoriser l'insertion. La sécurité ne se construit pas avec toujours plus de prisons et toujours moins de prévention. Elle se construit avec des services publics forts, des personnels en nombre, de l'éducation, de l'insertion et de la justice.

Pour les adultes comme pour les enfants, la justice doit rester un service public, pas un outil de communication sécuritaire.

Défendre le service public de l'emploi, défendre un modèle de société

Le Préambule de la Constitution de 1946 dit « *Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi.* ». Elle fonde la conception du service public de l'emploi. Le rôle de l'État est donc de rendre effectif ce droit. Il n'est pas de contrôler les chômeur-ses. C'est précisément la mission des différents opérateurs du service public de l'emploi qui accompagnent les citoyen-nés tout au long de leur parcours, avec des personnels France Travail, des Missions locales, de Cap emploi. Les CAF, les CPAM, les Carsat, les MSA ou encore les services sociaux garantissent une continuité des droits lorsque surviennent la maladie, le chômage (allocation chômage, RSA, minima sociaux), la parentalité ou la perte d'autonomie. Enfin, l'inspection du travail veille au respect du Code du travail, protège les salariés, lutte contre les discriminations, les accidents du travail, le travail dissimulé et les atteintes aux libertés syndicales.

Tous participent d'une même mission : garantir les droits, protéger les plus fragiles et faire vivre la solidarité.

Pourtant, depuis plusieurs années, tous connaissent les mêmes évolutions. Les effectifs diminuent. Les procédures se complexifient. Les outils numériques remplacent progressivement la relation humaine. Les indicateurs de performance prennent le pas sur la qualité du service rendu. Alors que le chômage augmente, le service public dispose de moins de moyens d'accompagner. Il est difficile de ne pas voir le paradoxe d'une puissance publique qui consacre aujourd'hui davantage d'énergie à contrôler les personnes privées d'emploi qu'à contrôler les conditions dans lesquelles certaines entreprises utilisent l'argent public ou respectent le droit du travail. Les chômeur-ses doivent désormais signer des contrats d'engagement, effectuer quinze heures d'activité pour percevoir le RSA ou l'allocation chômage, tandis que les entreprises bénéficient d'aides publiques considérables, comme l'atteste le rapport sénatorial, sans contrôle. Pourtant, les salaires stagnent, les conditions de travail se dégradent, les accidents du travail restent parmi les plus élevés d'Europe et certaines entreprises ferment des sites après avoir perçu des financements publics. Voilà le véritable deux poids, deux mesures.

Défendre le service public de l'emploi, ce n'est pas défendre une administration. C'est défendre un modèle de société.

Une société où les services publics ne sont pas des instruments de gestion des populations précaires ; où les agent-es publics ne sont pas des contrôleur-ses de la pauvreté mais des artisan-nés de l'émancipation ; où les jeunes sont accompagnés avant d'être évalués ; où le handicap appelle des réponses adaptées et non des dispositifs standardisés ; où les salarié-es disposent d'une inspection du travail forte et indépendante ; où l'argent public est conditionné à l'intérêt général. Pendant que l'on exige toujours davantage des chômeur-ses, les aides publiques aux entreprises de plus de 211 milliards d'euros sont octroyées sans contrôle démocratique sur les embauches, sur la qualité des emplois, sur l'amélioration des conditions de travail. Il est temps de renverser la question. Ce ne sont pas les personnes privées d'emploi qui coûtent cher à la société. Ce sont les politiques qui organisent la précarité, socialisent les pertes et privatisent les profits.

Le rôle du service public doit être de garantir les droits, de réduire les inégalités et de construire une société où chacun puisse vivre dignement de son travail ou être protégé lorsqu'il en est privé avec un droit à la qualification, à la sécurisation des parcours et une indemnisation protectrice. Il doit également pouvoir contrôler l'utilisation des aides publiques versées aux entreprises. Une telle ambition ne peut rester une déclaration de principe. Elle suppose des choix politiques de rupture, avec des moyens à la hauteur des missions confiées aux services publics. **Renforcer les effectifs, donner les moyens d'accompagner, de protéger et de garantir les droits sont des conditions indispensables pour rendre effectif le droit à l'emploi. C'est cette ambition que porte la FSU et qu'il nous appartient de défendre collectivement.**

Les services publics, on les aime

La FSU les défend avec ses personnels

Septembre 2026

Budget 2027 : A qui de payer ?

Depuis plusieurs décennies, l'austérité budgétaire est devenue une habitude, accentuée depuis 2017. Pourtant l'austérité n'est pas une fatalité, c'est un choix politique.

Des richesses, il y en a, mais elles sont accaparées.

L'an dernier, l'État a distribué 200 Mds d'euros d'aides publiques (subventions, exonérations, etc) aux entreprises, souvent les plus grandes, alors que le CAC 40 versait 107 Mds à ses actionnaires. La fraude et l'évasion fiscales sont estimées entre 80 et 100 Mds, sans compter les optimisations légales via les niches fiscales ou les holdings. De quoi combler deux fois les déficits publics qui ne dépassent pas 140 Mds d'€ (Etat et Sécu cumulés). C'est bien la logique capitaliste qui creuse les déficits ! Puis qui tire profit de l'effet boule de neige des intérêts de la dette : 77 Mds d'intérêts versés en 2026, en hausse constante.

Mais les capitalistes en exigent toujours plus, dans une fuite en avant socialement et écologiquement mortifère, qui nourrit aussi les tensions internationales et les conflits armés.

Leurs profits, notre austérité.

Nos salaires seront encore gelés. Depuis 2010, ils n'ont augmenté que de 6,8 % pour une inflation de 27,7 %, soit une baisse de rémunération indiciaire de près de 17 %.

Les attaques réduisant les indemnités en cas de maladie professionnelle ou d'accident du travail ainsi que le déremboursement de médicaments (notamment concernant des affections de longue durée) sont aussi des mesures qui nous appauvrissent directement.

Alors que les suppressions de postes ont déjà durement affaibli les services publics, le gouvernement continue de baisser les budgets ministériels relativement à l'inflation. Ce qui signifie moins de moyens pour l'éducation, la santé, l'accès aux droits, la protection de la jeunesse, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, l'environnement... Après le drame de Lyhanna, les incendies et les conséquences de la canicule, face à l'urgence sociale et à un taux de pauvreté de 15 %, c'est criminel !

Cependant, le gouvernement fait des exceptions : les plafonds de dépenses publiés en juillet prévoient 63 milliards d'euros pour l'armée (+11 %, budget doublé en 10 ans), priorisation des dépenses sur les effectifs de police et de gendarmerie ainsi que la construction de places de prison...

Pour nos salaires, nos services publics et la sécu, rompons le cercle vicieux !

La concentration des richesses et la réorientation des budgets publics vers l'armée, la police et les prisons sont des choix politiques au service d'un capitalisme radicalisé, qui en demande toujours plus, quitte à tendre vers l'extrême droite pour asseoir son pouvoir.

Ne restons pas les bras croisés. Luttons dès maintenant pour remettre au centre de la société le partage des richesses et la satisfaction des besoins collectifs. Le cercle vicieux ne s'interrompra pas tout seul.

NOS SALAIRES, NOS EMPLOIS, NOS DROITS : VOTEZ FSU !

Assez de l'austérité !

Depuis des années, les agent-es publics paient le prix des politiques d'économies : salaires qui décrochent, précarité, manque de personnels, dégradation des conditions de travail et services publics sous pression.

La FSU dit STOP et revendique :

- ✊ +10 % sur la valeur du point d'indice et une véritable revalorisation des carrières et des grilles salariales.
- ✊ L'abrogation du jour de carence et le retour à 100 % de la rémunération en cas de congé maladie. Être malade ne doit pas être une double peine !
- ✊ Un véritable plan de résorption de la précarité : titularisation des contractuel·les, emplois statutaires et fin de la précarité comme variable d'ajustement.
- ✊ Des recrutements massifs, à la hauteur des besoins, pour des services publics de qualité et des conditions de travail dignes, avec des formations de qualité pour tous les personnels
- ✊ Une véritable École inclusive, avec des AESH reconnu·es, mieux rémunéré·es, doté·es d'un véritable statut et recruté·es à hauteur des besoins.
- ✊ Des moyens pour les services publics, plutôt que des suppressions de postes et des restructurations permanentes.
- ✊ Aucun poste supprimé dans les établissements scolaires : la baisse démographique doit servir à réduire les effectifs par classe et améliorer les conditions d'apprentissage.
- ✊ Le renforcement de l'Éducation prioritaire et des moyens pour lutter réellement contre les inégalités scolaires.
- ✊ La défense d'une École publique, laïque, émancipatrice et égalitaire, contre toutes les formes de tri et de mise en concurrence.
- ✊ La taxation des superprofits, des grandes fortunes et des dividendes : ce n'est pas aux salarié·es et aux agent-es de payer !
- ✊ La lutte effective contre les inégalités salariales et professionnelles.
- ✊ Des moyens pérennes pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles et les discriminations.
- ✊ La reconnaissance de la santé des femmes au travail comme un véritable enjeu professionnel.
- ✊ La mise en place d'un congé hormonal permettant de prendre en compte les réalités de santé liées aux règles, à l'endométriose et aux troubles menstruels, sans perte de rémunération.
- ✊ Un Fonds vert pérenne et renforcé pour financer la transition écologique, la rénovation énergétique et l'adaptation de nos services publics au changement climatique.
- ✊ Des établissements publics adaptés aux fortes chaleurs, au froid et aux épisodes climatiques extrêmes, pour protéger les publics et les personnels.
- ✊ Des services publics garantissant l'égalité des droits et l'accueil de toutes et tous, sans distinction, engagés contre le racisme, le sexisme, les LGBTQIA+phobies et toutes les formes de discrimination.

**POUR nos salaires,
POUR nos emplois,
POUR nos droits,
POUR l'égalité,
POUR des services publics renforcés,
POUR une autre répartition des richesses,
VOTEZ FSU !**

Un vote pour défendre nos droits, nos métiers et les services publics.

